



Banque des territoires  
Direction des clientèles bancaires  
15 quai Anatole France  
75007 Paris

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

**Actualisation des dossiers KYC**

**N° d'affaire : 20255050**

---

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Durée et délais d'exécution .....	5
4.1 - Durée du contrat.....	5
4.2 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	5
4.3 - Prolongation des délais.....	6
5 - Prix .....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6 - Garanties Financières.....	7
7 - Avance.....	7
8 - Modalités de règlement des comptes .....	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
8.3 - Délai global de paiement .....	9
8.4 - Paiement des cotraitants .....	9
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	9
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	10
9.1 - Obligations du titulaire .....	10
9.2 - Confidentialité.....	11
9.3 - Obligation de conseil et de mise en garde .....	11
9.4 - Force majeure .....	12
9.5 - Recours par le titulaire à des tiers pour l'exécution .....	12
9.6 - Travail dissimulé.....	13
9.7 - Protection des données à caractère personnel.....	13
9.8 – Responsabilité sociale et environnementale .....	14
9.9 Externalisation des prestations .....	14
10 – Pénalités .....	18
10.1 Conditions générales d'application des pénalités .....	18
10.2 – Pénalités de retard .....	18
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	19
10.3 - Autres pénalités .....	19
11 - Responsabilités .....	19
12 - Assurances .....	19
13 - Résiliation du contrat.....	20
13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	20
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	20
14 - Règlement des litiges et langues .....	21
15 - Clauses complémentaires .....	21
15.1 - Information du titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT .....	21
15.2 - Régularité administrative du titulaire.....	21

15.3 - Changement de circonstances.....	22
15.4 - Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur .....	22
15.5 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption .....	22
16 - Dérogations.....	22

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ont pour des prestations de recueil auprès de Tiers les informations et les pièces justificatives nécessaires à l'actualisation des dossiers KYC dont la date de fin de validité est proche pour le compte de la caisse des dépôts (ci-après la CDC ou « l'Acheteur »).

Le marché est lancé pour les besoins de 3 Directions : la Direction des clientèles bancaires, la Direction du réseau des Territoires et la Mission Sociale Groupe. Les besoins de chaque directions seront identifiés par bon de commande séparé. Les modalités sont précisées ci-après.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l'Acheteur.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations ne sont pas alloties.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre, mono-attributaire, est sans minimum et avec un montant maximum fixé à **3 250 000 € HT** sur la durée totale du marché. Il est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au titulaire par l'Acheteur, L'Acheteur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins. Chaque directions transmettra le bon de commande correspondant à ses propres besoins.

Les mentions devant figurer, *a minima*, sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la direction concernée par la commande.

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents de l'accord-cadre, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au titulaire.

Seuls les bons de commande transmis par le représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le ou les titulaires.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le titulaire. L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

L'Acheteur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouvel accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux prestations en cause.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes (RSSIPS et RGPD)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les bons de commandes émis dans le cadre de l'Accord-cadre
- L'offre technique du Titulaire
- Le cadre de réponse RSE
- Le questionnaire PSEE et ses annexes (Plan d'urgence et de poursuite de l'activité, Dispositif de gestion de crise, plan de sauvegarde information, Politique de réversibilité, Politique RGPD)

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'accord-cadre avec l'Acheteur, le titulaire accepte sans réserve, le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Durée et délais d'exécution**

### **4.1 - Durée du contrat**

L'Accord-cadre est conclu pour une durée initiale débutant à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2025.

Il pourra être reconduit tacitement trois fois, pour une nouvelle durée d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le Titulaire ne pourra s'opposer à ces reconductions. La reconduction de l'Accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par l'Acheteur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'Accord-cadre. La décision de ne pas reconduire l'Accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

### **4.2 - Durée globale prévisionnelle des prestations**

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations définis au CCTP ou, à défaut, dans chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu au respect des délais d'exécution des prestations spécifiées dans les documents contractuels, le non-respect de ces délais pouvant le cas échéant justifier l'application de pénalités. le montant et les conditions

d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés à l'article intitulé "pénalités" du présent CCAP ou à son article correspondant le cas échéant.

Dans l'hypothèse où, aux termes des documents contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable au pouvoir adjudicateur.

### 4.3 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de l'Acheteur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application de l'accord-cadre, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le Titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au Pouvoir Adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de cinq jours (5) à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

L'Acheteur notifie par écrit au Titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet de l'Accord-cadre sont réglées à prix unitaire par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (B.P.U).

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, notamment les livrables dus au titre des obligations de reporting, traçabilité, sécurité, qualité, RSE, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du titulaire) spécifiques à l'exécution de la prestation sous réserve que le lieu d'exécution de la prestation ne soit pas distant de plus de 200 kilomètres du lieu de l'établissement habituel du titulaire], ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'Accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. En cas de report de la remise des offres, cette disposition s'applique sur le mois reporté, ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisables annuellement, à la date anniversaire de la notification de l'Accord-cadre, sur demande écrite préalable du Titulaire ou à l'initiative de l'Acheteur, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par la ou les formules suivantes :

Formule
$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$

dans laquelle :

- Cn désigne le coefficient de révision.
- Io désigne la valeur de l'index de référence au mois zéro.
- In désigne la valeur de l'index de référence au « mois n », à savoir le mois précédent celui au cours duquel commence la période de validité des prix révisés.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période.

L'index de référence I, est l'index SYN Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA) appliqué aux prix :

Index	Prix concernés
SYN	Tous les prix

Lorsque l'index de référence I pour le mois « n » n'est pas connu à la date contractuelle de révision des prix, il n'est procédé à aucune révision avant la parution de cet index. Dans ce cas, la révision intervient sur le premier règlement de l'Accord-Cadre suivant la parution de l'index correspondant.

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

**Chaque direction transmettra son ou ses bons de commande au titulaire pour ses propres besoins. Le titulaire devra assurer une triple gestion concernant le reporting et la facturation. Chaque direction ayant sa propre gestion de ses commandes et des factures.**

La Caisse des Dépôts appliquera les règles de paiement suivantes :

- Paiement de 100% du prix pour chaque dossier KYC actualisée et validée conformité ;
- Paiement de 80% du prix pour chaque dossier KYC non validée conformité en raison d'une actualisation partielle et qui n'a pu être finalisée par le Titulaire au 31 décembre 2025 ;
- Paiement de 60% du prix pour chaque dossier KYC non actualisée, en raison d'une absence de réponse du Tiers aux sollicitations du Titulaire ;
- Paiement de 0% du prix chaque fois que le Titulaire n'a conduit aucune action auprès du Tiers.

Le prestataire transmettra sa facture - **à chaque direction** - selon l'avancement, tous les 2 mois.

La même règle s'appliquera pour les reconduction éventuelles.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-F.C.S.

Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.

**Libellé de facturation :**

Caisse des Dépôts et Consignations  
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses  
56 rue de Lille  
75356 PARIS 07 SP

**Facturation électronique :**

**Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim** (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par courrier postal seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution du marché.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement. En cas de relance ou de demande de relevé, adresser votre requête à l'adresse suivante : [DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr](mailto:relances@caissedesdepots.fr)

Le mode opératoire est précisé ci-dessous :

## PORTAIL SY – MODE OPERATOIRE

### Comment accéder au service en ligne ?

- **Si vous êtes déjà utilisateurs du service SY**  
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous en êtes informé dans votre espace fournisseur. Vos identifiants actuels sont immédiatement utilisables.
- **Si vous êtes nouvel utilisateur du service SY**  
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous recevrez par messagerie vos identifiants de connexion. Vous pourrez administrer les droits d'autres utilisateurs, configurer votre compte utilisateur et déposer vos factures.

### Comment utiliser la plateforme SY ?



### Les informations à mentionner sur vos factures

- Une facture comporte un numéro unique de commande, obligatoire dans tous les cas ;
- Mentionnez votre compte bancaire sur la facture au format IBAN ;



- Veillez à mentionner le/les taux de TVA correspondant à votre situation et aux prestations fournies à la Caisse des Dépôts.
- Indiquez toujours une référence de facture et une référence de bon de commande sur les avoirs ;

### Les règles à suivre pour transmettre vos factures

- Une commande peut faire l'objet d'un seul acompte sous réserve d'accord par la direction acheteuse
- Transmettez un PDF natif qui ne soit pas une image ou un scan ;
- Utilisez des mots clés explicites pour désigner le numéro de commande CDC (par exemple *commande CDC* : ou *votre référence* : ou *AFP* et également pour désigner vos coordonnées bancaires (par exemple *IBAN* :)
- Utilisez la messagerie collaborative intégrée pour échanger avec le service facturation fournisseurs de la Caisse des Dépôts
- Recommandation si vous intervenez en tant que sous-traitant : demandez au titulaire du marché de signer électroniquement vos factures avant transmission sur le portail

### Comment valider vos factures ?

- Lorsque vous envoyez/téléchargez vos factures au format PDF, celles-ci bénéficient d'une lecture automatisée. Il vous appartient ensuite de valider et signer électroniquement en ligne vos factures avant intégration par la Caisse des Dépôts.

### Vous avez besoin d'assistance ?

- Consultez [l'aide en ligne](#) du Portail SY
- Votre question n'a pas trouvé de réponse et vous devez nous joindre, contactez : [Assistance-SY@caissedesdepots.fr](mailto:Assistance-SY@caissedesdepots.fr)

## 8.3 - Délai global de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Paiement direct et non différé du prix sur le budget propre de chaque membre du groupement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le(s) titulaire(s) ont droit, sans qu'il(s) ai(en)t à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles 8 à 10 du décret n° 2013-269 précité.

## 8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de cotraitance :

- En cas de Groupement conjoint, chaque membre du Groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de Groupement solidaire, le paiement peut être soit effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du Groupement ou du mandataire, soit réparti entre les membres du Groupement, selon les stipulations prévues à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## 9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute notamment au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### 9.1 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'accord-cadre conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir au pouvoir adjudicateur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre. Sauf stipulation contraire de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'une obligation de résultat quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais au pouvoir adjudicateur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à désigner un directeur de projet chargé du suivi global de la prestation. Ce dernier sera l'interlocuteur unique du représentant de l'Acheteur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même directeur de projet sauf démission ou suspension du contrat de travail du directeur de projet.

En cas d'indisponibilité temporaire ou permanente du directeur de projet, ou d'un membre de l'équipe dédiée, le titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant au pouvoir adjudicateur sous un délai de cinq (5) jours calendaires. Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à son remplacement pour assurer la continuité de la mission dans les mêmes conditions de délai et de qualité.

Le titulaire affecte à l'exécution de l'accord-cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience, tant dans le domaine technique que fonctionnel, nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le titulaire s'engage en outre à ce que ses équipes soient stables pendant la durée des prestations.

Cet engagement du titulaire sur la compétence, et le nombre des intervenants ainsi que sur la stabilité des équipes est une obligation essentielle de l'accord-cadre sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants du titulaire serait indisponible, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais l'Acheteur, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

Plus généralement, le titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du titulaire affecté à l'exécution des prestations, le titulaire prendra à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, mise en place d'une période de recouvrement, formations, etc.) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations telles que décrites au CCAP faisant suite à un changement d'intervenant constituera un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du titulaire pourront être amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur. Ils devront dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra l'Acheteur, ils demeurent néanmoins sous l'autorité hiérarchique du titulaire.

Les intervenants du titulaire pourront participer sur invitation de l'Acheteur à des réunions de travail concernant les prestations de l'accord-cadre.

## **9.2 - Confidentialité**

Selon les dispositions prévues à l'article 5.1.2 du CCAG-FCS, est considérée comme confidentielle toute information, sous quelque forme que ce soit, sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur.

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les informations, données et documents concernant notamment le maître d'ouvrage, de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance dans le cadre de l'accord-cadre.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux années après l'expiration de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières de l'accord-cadre :

les personnes dédiées à l'exécution de la prestation (et/ou sous-traitants) travailleront exclusivement sur des postes de travail dont la configuration et celle des outils de sauvegarde sera conforme aux règles de sécurité définies par le maître d'ouvrage ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par le responsable de projet du maître d'ouvrage, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;

le titulaire ne gardera aucune copie des documents préparés à l'occasion des prestations, ni de toute application, ni de tout fichier de sauvegarde, intermédiaires ou non, et les détruira en fin de l'accord-cadre, sous réserve d'une seule copie d'archive, uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires, et conservée dans des conditions strictes de confidentialité.

Le titulaire sera relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :  
entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;  
dont la divulgation a été autorisée par écrit par l'Acheteur ;  
que la loi ou la réglementation oblige à divulguer.

Le titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par chacun de ses employés, ses filiales ou sous-traitants éventuels, ou tout autre cocontractant ayant participé à l'exécution des prestations, ou concouru à la réalisation des livrables et des documents de travail (tant internes qu'externes), relatifs à l'exécution de l'accord-cadre, et tant en ce qui concerne l'existence même du présent marché que les objectifs poursuivis par le maître d'ouvrage.

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser ou faire référence aux dénominations du maître d'ouvrage ni aux signes distinctifs protégés comme tels auxquels il aurait accès pendant l'exécution des prestations sauf accord exprès de la Caisse des Dépôts.

## **9.3 - Obligation de conseil et de mise en garde**

Le titulaire informera régulièrement le représentant de l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations.

Le titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet de l'accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le titulaire s'engage :

- à alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'accord-cadre ;

- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par l'Acheteur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- à ne soumettre au pouvoir adjudicateur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

L'Acheteur s'engage à fournir au titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent Accord-cadre. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

#### 9.4 - Force majeure

Les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due, en cas de force majeure.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (15) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.
- L'exécution de l'accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaire.

#### 9.5 - Recours par le titulaire à des tiers pour l'exécution

Le titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants au sens des **articles L2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique**, pour l'exécution de parties de l'accord-cadre sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et, lorsque les tiers auquel le titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Le titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'accord-cadre.

En cas de recours à des tiers, le titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution de l'accord-cadre y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'accord-cadre, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des documents contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'accord-cadre, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement au pouvoir adjudicateur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'accord-cadre « Actualisation de dossiers KYC ». Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français. »*

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée au Pouvoir Adjudicateur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (Formulaire Cerfa DC4).

## **9.6 - Travail dissimulé**

Le titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'accord-cadre soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

## **9.7 - Protection des données à caractère personnel**

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties pourraient avoir accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations.

À ce titre, chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à mettre en place les procédures nécessaires pour en assurer la confidentialité et la plus grande sécurité des données à caractère personnel, de la même façon que pour les données à caractère personnel qui relèvent de ses propres traitements. Le Titulaire mettra en œuvre les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés, notamment dans le cadre de la transmission de données dans un réseau, ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

Le Titulaire s'engage à utiliser ces données uniquement sur instructions de l'Acheteur, uniquement dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à ne pas réutiliser, céder ou mettre à disposition des tiers, même à titre gratuit, pour quelque cause que ce soit, les données personnelles qu'il serait amené à traiter pour le compte de l'Acheteur au titre de l'accord-cadre.

Dans le cadre des prestations, le Titulaire s'engage à ne recueillir, à n'utiliser et à ne conserver que les données à caractère personnel strictement nécessaires à la réalisation des prestations.

Le Titulaire s'engage à effacer les données à caractère personnel de tout support, y compris informatique, dès lors que le terme de conservation spécifié par l'Acheteur est atteint.

Le Titulaire ne peut sous-traiter, au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés modifiée, tout ou partie des prestations, notamment vers un pays qui n'est pas situé dans le cadre de l'Union Européenne sans l'accord préalable, écrit et exprès de l'Acheteur, et sous réserve de la réglementation applicable aux prestations confiées au Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage, dans le cadre du présent marché, à ne pas transférer de données à caractère personnel en dehors de l'Union Européenne, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Acheteur.

Sans limiter la portée des obligations du Titulaire au titre du présent marché, le Titulaire doit s'assurer que lui-même, ses sous-traitants et ses employés s'obligent à :

notifier rapidement au Pouvoir Adjudicateur toute faille aux mesures de sécurité techniques et organisationnelles ;

permettre au Pouvoir Adjudicateur d'accéder aux locaux et aux archives du Titulaire et/ou des sous-traitants éventuels dans le but d'inspecter, tester et contrôler les mesures de sécurité technique et organisationnelle mises en place par le Titulaire ou les sous-traitants éventuels, et mettre en œuvre toutes les instructions de l'Acheteur telles que notifiées au Titulaire qui ont pour but de veiller à la conformité des mesures de sécurité technique et organisationnelle avec les lois de protection des données à caractère personnel.

L'Acheteur peut, à intervalles réguliers ou à tout moment si le Titulaire, l'un de ses employés ou l'un de ses sous-traitants est suspecté de ne pas avoir traité les données à caractère personnel conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur notamment au regard de l'adoption du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, demander une description écrite détaillant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles utilisées par le Titulaire et/ou ses sous-traitants pour le traitement des données à caractère personnel. Dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette demande, le Titulaire doit fournir un rapport écrit contenant les informations demandées, dont le contenu soit suffisamment détaillé pour permettre au Pouvoir Adjudicateur de déterminer si le traitement est conforme aux lois de protection des données personnelles.

Au cas où une personne adresserait une plainte ou une demande d'accès à ses données à caractère personnel au Titulaire, le Titulaire doit :

- immédiatement notifier l'Acheteur par écrit et fournir les détails de la plainte ou demande, décrire les circonstances dans lesquelles la plainte ou la demande est intervenue et expliquer les réponses proposées par le Titulaire ;
- fournir les informations pertinentes pour répondre à cette plainte ou à cette demande dans un délai raisonnable et conformément aux instructions de l'Acheteur.

## **9.8 – Responsabilité sociale et environnementale**

Le groupe Caisse des Dépôts se mobilise pour anticiper, accompagner et accélérer les mutations de la société française, avec la ferme conviction que ces transitions doivent conduire à un développement durable, responsable et bénéfique pour tous. Inscrite au cœur de ses priorités stratégiques, sa stratégie de développement durable est reliée à ses valeurs fondatrices que sont l'intérêt général et le long terme. Son devoir d'exemplarité lui impose d'agir de façon responsable et significative en faveur du développement économique de chaque territoire, d'une éthique financière, du respect et de la protection de l'environnement et de l'équité sociale.

Pleinement conscient de l'urgence de préserver les équilibres climatique et écologique, le Groupe a érigé la Transition Ecologique et Energétique au rang de priorité dès 2012, en anticipation de la Conférence de Paris sur le Climat (COP21). Il s'impose depuis comme un opérateur majeur de cette transition en orientant ses financements en faveur de l'économie bas-carbone.

La Caisse des Dépôts souhaite que :

Le Prestataire s'engage en particulier à respecter les obligations suivantes :

- mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter,
- de manière générale, réduire son impact sur l'environnement (y compris sur le volet biodiversité).

Le Prestataire communique annuellement à la Caisse des Dépôts, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière.

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
    - de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
    - subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
  - le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.
- Ces éléments sont communiqués au plus tard le 28 février de l'année suivant l'exercice considéré.

## **9.9 Externalisation des prestations**

### **9.9.1 Obligations relatives à l'externalisation des prestations**

La Caisse des Dépôts et Consignations est assujettie aux dispositions du décret n°2020-94 du 5 février 2020 relatif au contrôle interne et externe de la Caisse des dépôts et consignations (le « Décret »).

Les prestations prévues dans le présent accord-cadre relèvent de la qualification de prestations de service essentielles ou autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes à l'activité du Pouvoir adjudicateur au sens du Décret prévoyant les obligations de contrôle interne applicable au Pouvoir adjudicateur.

Pour rappel, est une prestation de service essentielle externalisée toute prestation qui concourt de façon substantielle à la décision engageant l'entreprise vis-à-vis de sa clientèle à conclure une opération de banque, une opération connexe, une prestation participant directement à l'exécution de ces opérations, une prestation de services dont l'anomalie ou la défaillance dans son exercice est susceptible de nuire sérieusement à la capacité de la CDC de se conformer en permanence aux conditions et obligations relatives à l'exercice de son activité, à ses performances financières ou à la continuité de ses services et activités.

Il résulte de ce qui précède, que le Titulaire s'engage expressément, à tout moment, pendant toute la durée de l'accord-cadre à disposer d'un agrément valide et à respecter les obligations ci-dessous, sauf à engager sa responsabilité.

#### **9.9.2. Compétence du Titulaire**

Le Titulaire est habilité ou agréé selon les normes de son pays à exercer les activités objet du présent accord-cadre et qualifiées de prestations de service essentielles externalisées.

Le Titulaire s'engage à respecter les exigences relatives à la formation en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition ou d'utilisation des fonds ou ressources économiques pour la mise en œuvre des tâches externalisées.

#### **9.9.3. Information du Pouvoir Adjudicateur et du Titulaire**

Le Titulaire informe la Caisse des Dépôts de tout événement susceptible d'avoir un impact sensible sur sa capacité à fournir les prestations du présent [accord-cadre de manière efficace et conforme à la législation en vigueur et aux exigences réglementaires, et notamment de tout événement ayant un impact sur son agrément.

De même, le Titulaire s'engage à transmettre à la CDC toute information nécessaire aux fins de la mise en œuvre de ses obligations, notamment en matière déclarative et de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition ou d'utilisation des fonds ou ressources économiques.

Il est rappelé, le Titulaire ne peut modifier substantiellement la prestation externalisée sans l'accord préalable de la CDC.

La CDC, quant à elle, s'engage à fournir au Titulaire toute information nécessaire à l'exercice des missions prévues dans l'accord-cadre

#### **9.9.4. Fonctionnement normal des services et continuité d'activité**

Le Titulaire s'engage à respecter un niveau de qualité des prestations répondant à un fonctionnement normal des services.

En cas d'incident, de difficulté grave ou de force majeure affectant la continuité de la prestation fournie, le Titulaire met en œuvre des mécanismes de secours internes permettant au Pouvoir adjudicateur de bénéficier de la continuité des services.

A ce titre, le Titulaire déclare disposer et maintenir un plan de continuité des activités (PCA) qui contient :

- un dispositif de gestion de crise ;
- un plan de secours informatique prévoyant le back-up et le secours des Données et infrastructures informatiques ;
- un plan de secours administratif des activités objet du présent accord-cadre sur un site de repli distinct des sites de production habituels
- un plan de continuité des compétences nécessaires à l'exécution des prestations.

Chacune des parties doit notifier à l'autre, dès que possible, l'existence ou la possibilité d'une interruption matérielle de la continuité des activités, de nature à requérir l'activation du PCA.

Le Titulaire reconnaît que le Pouvoir Adjudicateur puisse raisonnablement exiger que des tests (notamment des tests d'intrusion) soient effectués, par le biais d'une simulation, lorsqu'il y a des modifications de circonstances opérationnelles importantes aux infrastructures et bâtiments d'où sont hébergées les Données du Pouvoir Adjudicateur. Le Titulaire devra fournir les résultats de ces tests au Pouvoir Adjudicateur ainsi que les détails quant aux mesures à prendre afin de combler toute lacune ou faiblesse identifiée du plan de secours informatique précité.

#### **9.9.5. Contrôle et audit**

##### **9.9.5.1. Contrôle**

Le Titulaire est informé qu'en application de l'article 15 du Décret, les prestations prévues par le présent accord-cadre doivent être inscrites dans le périmètre du contrôle interne du Pouvoir Adjudicateur, qui doit notamment rester en capacité de répondre aux éventuelles demandes des autorités de contrôle.

Le Titulaire en prend acte et s'engage à faciliter l'organisation et la mise en œuvre des contrôles, par le Pouvoir adjudicateur, des prestations objet du présent accord-cadre.

Les contrôles doivent permettre au Pouvoir Adjudicateur d'apprécier notamment :

- la solidité financière du prestataire ;
- la qualité de la prestation à travers :
  - les plans d'actions mis en œuvre en regard des éventuels incidents ;
  - les conclusions des audits externes sur le prestataire (autorité de contrôle, commissaires aux comptes, ISAE)
- le dispositif de contrôle permanent prévu et effectivement mis en œuvre (y compris les résultats des contrôles de 2e niveau) ;
- le dispositif de protection des informations confidentielles y compris des données personnelles ;
- le dispositif de continuité d'activité y compris pour les prestations le nécessitant la sûreté de fonctionnement.

Le Titulaire doit ainsi permettre au Pouvoir Adjudicateur d'accéder, chaque fois que cela est nécessaire et, le cas échéant, sur place, à toute information sur l'ensemble des services objet du présent accord-cadre dans le respect des réglementations relatives à la communication d'informations.

A cet effet, le Titulaire permettra l'accès dans ses locaux à tout contrôleur ou personne mandatée par le Pouvoir Adjudicateur, sous réserve que ce contrôleur ou cette personne mandatée ne soit pas un concurrent du Titulaire et, s'il n'est pas soumis à une obligation de secret professionnel, ait préalablement remis un engagement de confidentialité au Titulaire, rédigé dans des termes agréés par ce dernier.

Le Titulaire s'engage à faciliter la mission de ce contrôleur ou de cette personne mandatée dans les limites de l'organisation normale de ses services qui ne devront pas, de ce fait, être perturbés et sous réserve des règles de sécurité.

Les contrôles seront effectués a minima une fois par an. Les dates auxquelles auront lieu ces contrôles seront décidées d'un commun accord. En cas de désaccord persistant, le Pouvoir Adjudicateur pourra déterminer seul la date des contrôles, sous réserve d'en avoir avisé le Titulaire au moins un (1) mois avant cette date.

Le Titulaire pourra, de façon raisonnable, limiter cet accès du Pouvoir Adjudicateur sous réserve de démontrer que cet accès serait préjudiciable à son obligation de secret à l'égard de ses autres clients.

En application de l'article 157 8° du Décret prévoyant les obligations de contrôle interne de la CDC], et sous réserve des réglementations relatives à la communication d'informations, le Titulaire permettra également à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) ou à toute autre autorité étrangère équivalente d'avoir accès, y compris sur place, aux informations nécessaires à sa mission et portant sur les prestations du présent accord-cadre.

##### **9.9.5.2. Audit**



Outre les contrôles prévus par la clause [5.2] supra et les audits au titre du Règlement européen sur la protection des données, les Parties conviennent que le Pouvoir Adjudicateur, après en avoir avisé le Titulaire par écrit avec un préavis minimum de 48 heures, pourra faire procéder, à ses frais, à des audits, notamment de sécurité.

Ces audits pourront être effectués, soit par une structure d'audit interne au Groupe Caisse des Dépôts soumise à l'obligation de confidentialité mentionnée supra, soit par un cabinet extérieur au Groupe Caisse des Dépôts, tenu à une obligation de confidentialité, et qui ne pourra alors être un concurrent direct du Titulaire.

Il est expressément convenu que le Titulaire aura la faculté de refuser de façon motivée un nom de société extérieure proposé par le Pouvoir Adjudicateur pour la raison ci-dessus évoquée.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs internes du Pouvoir Adjudicateur ou avec la société extérieure qu'il aura mandatée à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires. Il s'engage également à proposer un plan d'action qui résulterait de toute faille constatée lors de ces audits ou en toute autre circonstance, mettant en cause la confidentialité ou l'intégrité des Données du Client et/ou de ses Affiliés (correction ou solution de contournement). Les failles seront traitées comme des Anomalies/ Incidents.

Au cas où un rapport d'audit ferait apparaître un non-respect des obligations du Titulaire visées au présent [marché / accord-cadre], ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires dans un délai de quinze jours (15) ouvrés à compter de la notification du non-respect des obligations par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire, aux frais exclusifs de ce dernier.

Les parties conviennent, qu'en tout état de cause la procédure d'audit n'exonère pas le Titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

L'absence de mesures correctives ou la prise en compte partielle des observations du Pouvoir Adjudicateur entraîne, à la seule discrétion de ce dernier, la résiliation du [marché / accord-cadre] aux torts exclusifs du Titulaire.

Le contenu des audits réalisés et/ou l'absence d'audit ne sont pas opposables au Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire gardant la maîtrise d'œuvre complète des obligations à sa charge.

## **6. Réversibilité**

Le Titulaire s'engage à assurer à la demande du Pouvoir adjudicateur, pouvant être motivée par la fin de l'exécution du marché ou la résiliation du marché en cours, une réversibilité, sur le plan technique, des données sauvegardées et de la totalité des éléments dont il dispose afin de permettre au Pouvoir adjudicateur ou à un Titulaire tiers, librement choisi par le Pouvoir adjudicateur, de reprendre les données dans les meilleures conditions afin que la phase de réversibilité n'entraîne aucune rupture de service et n'entraîne aucun dommage pour le Pouvoir Adjudicateur, conformément à la réglementation applicable au Pouvoir adjudicateur.

En parallèle de la phase de réversibilité, les parties conviennent qu'à l'issue du marché et pendant les deux mois qui suivront, le Titulaire s'engage à répondre à toute demande d'assistance du Pouvoir adjudicateur. Les modalités contractuelles et financières de toute demande d'assistance technique seront fixées par les Parties sur la base de propositions établies par le Titulaire dans les meilleurs délais.

A ce titre, le Titulaire exécutera les prestations liées à la réversibilité, s'il y a lieu, à compter du lancement de la prestation, et en particulier :

a) informera systématiquement le Pouvoir adjudicateur de toute modification pouvant avoir une incidence sur la réversibilité,

c) restituera, sur demande du Pouvoir adjudicateur, au plus tard un mois, avant la date de prise d'effet de la fin du marché lorsque cette date est connue ou au jour de la prise d'effet lorsque celle-ci est inopinée, l'intégralité des fichiers, données, et/ou informations du Pouvoir adjudicateur en sa possession ou ayant fait l'objet d'un archivage chez le Titulaire. A ce titre, le Titulaire renonce à tout droit de rétention.

d) fournira au Pouvoir adjudicateur, au plus tard lors de la restitution des fichiers, données et/ou informations qui lui appartiennent, toute information, toute recommandation, tout conseil, tout document nécessaire ou utile au Pouvoir

adjudicateur pour la mise en œuvre d'un service de niveau équivalent à celui assuré par le Titulaire dans le cadre du présent marché.

e) veillera à transférer aux équipes du Pouvoir adjudicateur les compétences lui permettant de faire reprendre par un tiers les données et de permettre la migration vers ce tiers. Le transfert de compétences consiste d'une manière générale en la communication au Pouvoir adjudicateur, ou au tiers désigné par le Pouvoir adjudicateur, de toute information de quelque nature que ce soit permettant d'assurer le transfert de ses données vers un autre prestataire.

f) assurera la continuité du Service pendant la phase de réversibilité.

L'ensemble de ces prestations liées à la phase de réversibilité est compris dans le prix du marché.

Il est entendu que la phase de réversibilité interviendra un mois avant le terme du marché et pendant la durée nécessaire à sa mise en œuvre. Dans le cas d'une résiliation, cette phase interviendra dès la notification de la résiliation du marché par le Pouvoir adjudicateur et pendant la durée nécessaire à la mise en œuvre du plan de réversibilité.

## **10 – Pénalités**

### **10.1 Conditions générales d'application des pénalités**

Sauf stipulation contraire, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions suivantes.

Toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par l'Acheteur conformément aux stipulations contractuelles, ou force majeure.

Les pénalités autres que les pénalités de retard ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

Les pénalités peuvent être cumulées

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer les pénalités.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

### **10.2 – Pénalités de retard**

Le Titulaire encourt, en cas de retard d'exécution d'une prestation, dans la livraison ou la correction d'un Livrable, au regard des délais de livraison ou de correction définis par les Documents Contractuels, une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

$$P = V \times R / 100.$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité appliquée ;
- V correspond au prix, tel que stipulé dans les Documents Contractuels, de la prestation affectée du retard, ou en exécution de laquelle est dû le Livrable affecté du retard ;
- R correspond au nombre de jours calendaires de retard dans l'exécution de la prestation, la livraison ou la correction du livrable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

## **10.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **10.3 - Autres pénalités**

Le titulaire encourt, en cas de non-respect des points d'étapes hebdomadaires tels que décrits à l'article 5.1 du C.C.T.P, une pénalité de 200 € par jour de retard.

Le titulaire encourt, en cas de non-respect de la restitution finale telle que décrite à l'article 5.1 du C.C.T.P, une pénalité de 200 € par jour de retard.

En cas de constat par des tiers, et relayé à l'acheteur, d'incivilités de la part des collaborateurs du titulaire, ce dernier encourt une pénalité de 500 € par constat.

## **11 - Responsabilités**

Le titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

D'un commun accord, les parties conviennent que la responsabilité du titulaire pourra être engagée pour les conséquences des dommages directs causés au pouvoir adjudicateur du fait d'un manquement quelconque du titulaire à ses obligations contractuelles, frais de remplacement de matériels ou de logiciels, l'atteinte à la renommée de l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données de l'Acheteur étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, l'Acheteur sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par l'Acheteur au titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code civil.

Le titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

## **12 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution de l'accord-cadre avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à en informer de l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **13 - Résiliation du contrat**

### **13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'Accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1 et suivants, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, l'Accord-cadre sera résilié aux torts du Titulaire.

Les conditions de résiliation applicables au présent accord-cadre sont les suivantes :

L'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

Outre les cas visés à l'article 41 du CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- en cas d'atteinte du plafond de pénalité stipulé à l'article 10 du présent CCAP ;
- en cas de décision de rejet prise par l'Acheteur en application de l'article XX du CCTP ;
- en cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue à l'article XX du CCTP.

Dans ces trois cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire correspondant à 3 % du montant initial hors TVA cumulé des bons de commande émis en exécution de l'accord-cadre diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

### **13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

## 15 - Clauses complémentaires

### 15.1 - Information du titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

L'Acheteur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT).

La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le titulaire de l'accord-cadre est informé que l'Acheteur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumise à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, l'Acheteur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

### 15.2 - Régularité administrative du titulaire

Les documents à produire par le titulaire sont à remettre sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le Titulaire produira ainsi **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre** :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2<sup>o</sup> du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

### **15.3 - Changement de circonstances**

Il est convenu que, pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire fera son affaire à ses frais de tout changement des dispositions législatives ou réglementaires ou des normes de place qui pourrait entraîner une évolution des conditions techniques d'exécution des prestations ou des services.

Toutefois, dans l'hypothèse où de la législation ou de la réglementation applicable aux activités objet de l'accord-cadre aurait pour effet, en raison de sa nature ou de son étendue, de bouleverser significativement et sur une durée conséquente l'équilibre économique de l'accord-cadre, les parties conviennent de se rencontrer, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles, afin d'examiner de bonne foi les modifications qui peuvent être apportées aux prix pratiqués par le titulaire, sans obligation pour l'Acheteur d'accepter une quelconque révision des conditions de prix, et ceci sans préjudice de l'obligation pour l'Acheteur de poursuivre l'exécution de ses obligations au titre de l'accord-cadre dans l'attente d'un éventuel accord des parties sur les mesures susceptibles d'être adoptées.

### **15.4 - Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur**

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer au Pouvoir Adjudicateur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

### **15.5 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption**

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

## **16 - Dérogations**

Les dérogations aux CCAG-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 déroge aux articles 4.1 idem du CCAG-F.C.S

- L'article 4.3 déroge à l'article 13.3 idem du CCAG-F.C.S
- L'article 12.2 déroge à l'article 14.1 idem du CCAG-F.C.S